

AGENCE REGIONALE DE LA BIODIVERSITE DE NOUVELLE-AQUITAINE

Conseil d'administration n° 1

Séance du 13 juillet 2023

PREFECTURE DE LA VIENNE

26 JUIL. 2023

Délibération n°ARBNA-2023-09

Objet : Procédure de recrutement du Directeur

PRESENTS votants	Région Nouvelle-Aquitaine : Guillaume RIOU, Sophie WEBER, Joëlle MARIE-REINE SCIARD, Eric SOULAT, Stéphane TRIFILETTI OFB : Nicolas SURUGUE, Amandine EYNAUDI Etat : Patrick AMOUSSOU-ADEBLE (SGAR), Fabrice CYTERMANN (DREAL), Agence de l'Eau Adour-Garonne : Nicolas ILBERT CD24 : Florence GAUTHIER CD33 : Pascale GOT PNR : Catherine HORNEBECK Grand Poitiers : Dany COINEAU Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique : Coralie PRADEL Biosena : Pascale GARCIA Centre National de la Propriété Forestière NA : Luc-Olivier DELEBECQUE LPO : Olivier LE GALL FNE NA : Serge URBANO URCAUE : Yannick COULAUD Conservatoire d'espace naturel NA : Jean-Michel CLEMENT Réserves naturelles de France : Kévin LELARGE Fédération Régionale des Chasseurs : Jean-François SEGUY Association Régionale de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques NA : Alain DALY Chambre Régionale d'Agriculture NA : Joel BIALOUX Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique : Jérôme KELLER Personne qualifiée (CSRPN) : Marie BARNEIX Représentant du personnel : Valérie BARBIER
ABSENTS	Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins NA SOLTENA
INVITES Non votants	Région NA : Elise LAURENT-GUEGUAN, Mathieu LABROUSSE, Henri SABAROT, Thomas VAUTRAVERS, Anne-Sophie CHAPLAIN, Chloé SPITERI ; OFB : Véronique CESARI ; Etat : Marie ROZAT ; CD24 : Cathy PRIGENT ; PNR : Juliette GIOUX ; Grand Poitiers : Yvonnick GUINARD ; CBNSA : Andde SAINTE-MARIE ; CRA-NA : Philippe BLONDEAU, Pascal DEVARS ; SOLTENA : Jérôme DAOUSTAL

Le conseil d'administration de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.452-14, L.1431-1 à L.1431-9 et R.1431-1 à R.1431-21,

Vu le code de l'environnement,

Vu l'article L.1224-3 du code du travail,

Vu l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement étant créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer le nombre d'emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement de l'établissement.

Vu la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative aux Etablissements publics de coopération culturelle, modifiée par la loi n° 2006-723 du 22 juin 2006 et adaptée à la thématique environnementale par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016,

Vu la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu le décret n°2017-402 du 27 mars 2017 relatif aux établissements de coopération environnementale,

Vu la convention du 24 mars 2022 portant sur l'évolution de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, en application de la convention cadre Etat-Région pour la reconquête de la biodiversité,

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité n°2023-03 du 16 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu la délibération du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine n°2023.504.SP du 27 mars 2023 approuvant la création de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine en tant qu'établissement public de coopération environnementale et l'adoption de ses statuts,

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 3 juillet 2023 portant création de l'Etablissement Public de Coopération Environnementale dénommé Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine,

Vu les statuts annexés à l'arrêté susvisés, et notamment son article 10 relatif aux attributions du conseil d'administration,

Considérant qu'en application de l'article L. 1431-5 du CGCT, le directeur de l'établissement public de coopération environnementale est nommé par le président du conseil d'administration, sur proposition de ce conseil à la majorité des deux tiers de ses membres et après établissement d'un cahier des charges, pour un mandat de trois à cinq ans, renouvelable par période de trois ans, parmi une liste de candidats établie d'un commun accord par les personnes publiques représentées au sein de ce conseil, après appel à candidatures et au vu des projets d'orientations environnementales présentés par les candidats sélectionnés ;

Vu le rapport présenté en séance

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le cahier des charges proposé en annexe (fiche de poste de directeur, accompagnée de la feuille de route validée par les copilotes et présentée au conseil d'administration de l'association).

Article 2 : conformément au code du travail, d'autoriser le Président à proposer le poste de directeur de l'EPCE au directeur actuel de l'ARB sous format associatif.

Article 3 : conformément au code général des collectivités territoriales, de demander au directeur de présenter au conseil d'administration un projet pour l'établissement.

Article 4 : en cas de refus du poste par l'actuel directeur, d'autoriser la diffusion de l'appel à candidatures pour le poste de directeur(trice) de l'EPCE-ARBNA.

Article 5 : conformément à l'article 12.1 des statuts, de soumettre à l'issue de cet appel à candidatures la liste des candidats répondant aux conditions de recrutement, à l'ensemble des personnes publiques membres du conseil d'administration réunies à cet effet.

Article 6 : d'établir une liste de candidats retenus par les personnes publiques qui définiront parmi elles 5 membres du jury, incluant le président et le vice-président, qui auditionnera les candidats de la liste.

Article 7 : de présenter cette liste au conseil d'administration suivant pour nomination par le président.

Article 8 : d'autoriser le Président à mener toute autre action utile à la mise en œuvre rapide de la procédure de sélection des candidats.

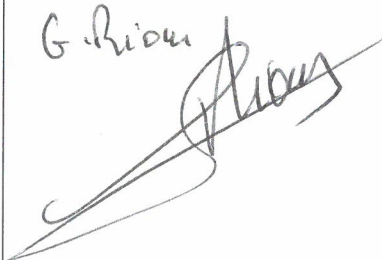
La présente délibération est transmise à Monsieur le préfet de la Vienne. Elle fait l'objet d'une publicité par voie d'affichage au siège de l'établissement et par publication au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne

Fait à *Bordeaux*

Le **13 JUIL. 2023**

Le président de l'ARB-NA Nouvelle-Aquitaine

G. Riou



REÇU LE

26 JUIL. 2023

PRÉFECTURE
DE LA VIENNE